





Nicolas Decaze

La mobilité des enseignants  
du secondaire

**Table des matières**

La mobilité des enseignants du secondaire. .3

.....3

**Titre 1: la mobilité géographique de l'enseignant du  
secondaire.....9**

**Titre 1: la mobilité géographique de l'enseignant du  
secondaire.....9**

Ce livre a été publié sur [www.bookelis.com](http://www.bookelis.com)

ISBN :

© Nicolas Tourot

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,  
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

## **Introduction:**

Depuis quelques années, la mobilité semble un sujet d'intérêt pour l'Etat. Il y a par exemple la fameuse loi du 6 aout 2009 « relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ».<sup>1</sup>

Cette loi votée par le Parlement, après plusieurs réunions de conseils de modernisation des politiques publiques, en décembre 2007 et avril 2008 avaient deux buts affichés, faciliter la mobilité des fonctionnaires (« enlever les freins ») pour permettre de concilier la continuité du Service Public et une plus grande richesse dans la carrière des fonctionnaires. Cette loi relative à la mobilité et aux parcours professionnels a été accompagnée par ce que l'on pourrait appeler, pour reprendre une expression à la mode en matière de politique gouvernementale, une « boîte à outil », mais que le ministère de la fonction publique appelle lui un « dispositif plus large d'accompagnement des mobilités ». Cette loi selon les termes du ministère de

---

<sup>1</sup><http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020954520&dateTexte=&categorieLien=id>

l'économie et des finances, doit créer un véritable droit à la mobilité dans les trois fonctions publiques et créer des passerelles entre ces ensembles.

Elle n'est applicable que depuis le 17 juin 2011 car il a fallu que le Conseil Constitutionnel se prononce sur sa constitutionnalité. En effet le Conseil d'Etat par le biais d'une QPC, a été saisi par plusieurs syndicats inquiets par certaines dispositions de la loi pouvant porter atteinte à la sécurité de l'emploi des agents publics<sup>2</sup>. Il est intéressant de comparer la mobilité des enseignants par rapport à d'autres corps de fonctionnaires. En effet, les professeurs sont des fonctionnaires à part sur plusieurs points. C'est en premier lieu le corps le plus nombreux puisqu'ils étaient environ 850 000 à la rentrée 2012.<sup>3</sup> Cette caractéristique peut entraîner d'un côté la facilité de mobilité, si le gouvernement mène une politique de réduction d'effectif (comme à l'époque du gouvernement Fillon) mais aussi de la lourdeur, car on imagine que la gestion des ressources humaines de ce ministère assez lourde et fastidieuse.

---

<sup>2</sup><http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/les-decisions/acces-par-date/decisions-depuis-1959/2011/2011-134-qpc/communiqu%C3%A9-de-presse-97478.html>

<sup>3</sup>[http://www.lepoint.fr/societe/850-000-enseignants-font-leur-rentree-lundi-02-09-2012-1501673\\_23.php](http://www.lepoint.fr/societe/850-000-enseignants-font-leur-rentree-lundi-02-09-2012-1501673_23.php)

Autre caractéristique qui rend la mobilité professionnelle de l'enseignant particulière, Il n'est pas soumis stricto-sensu aux 35 heures comme les autres personnes de la fonction publique, mais ils doivent, comme l'indique le **décret n°50-581 du 25 mai 1950 (article premier)** passer entre 15 et 18 heures devant des élèves, quand ils sont à temps plein. <sup>4</sup> Il faut bien sur ajouter à ce temps de présence, le temps consacré à la correction des copies, les réunions, préparations de cours... Cette idée que les enseignants ne travaillent « que 18 heures » et sont souvent en vacances, leur donne une image de fonctionnaires peu adaptables et adaptés à un changement d'orientation professionnelle. Beaucoup d'employeurs doivent se demander que peut faire un professeur de collège en dehors d'enseigner....Après avoir posé quelques réflexions personnelles, indiqué le contexte, il s'agira de réfléchir à la mobilité professionnelle des enseignants du secondaire.

**On peut se demander quelles sont les différentes formes de mobilité des enseignants et sous quelles conditions se fait cette mobilité?**

---

<sup>4</sup><http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000302140>



Dans un premier temps, il sera question de la mobilité géographique et ensuite de la mobilité fonctionnelle.

## **Titre 1: la mobilité géographique de l'enseignant du secondaire**

Comme tout fonctionnaire l'enseignant du secondaire dispose du droit à la mobilité à travers les mutations. Toutefois la mutation peut prendre plusieurs formes. Elle peut être dite volontaire quand elle est demandée par le fonctionnaire. La mutation est parfois une obligation quand elle fait suite à une titularisation ou d'une mesure de carte scolaire, elle peut être parfois forcée (sans que le fonctionnaire n'ait fait de vœux) quand il s'agit d'un déplacement d'office.

### **Section 1: La mobilité géographique, un droit mais aussi une obligation**

#### **A) La mutation, règles générales en métropole**

On pourrait définir la mutation par les termes suivants, La mutation consiste pour un fonctionnaire à changer de lieu

d'exercice sans changer de grade, ni de corps ou de cadre d'emplois d'appartenance. La mutation s'effectue au sein de la même fonction publique.

La mutation est régie par les dispositions des **articles 60 à 63 de la loi du 11 janvier 1984**. Pour les enseignants du secondaire, la phase des mutations se fait en deux temps, selon un calendrier précis. Il y a en premier lieu, la phase inter-académique (mois de décembre dans les académies). Le but du ministère de l'Education est de bien répartir les enseignants sur l'ensemble du territoire. Pour les professeurs des écoles il y a une règle qui veut qu'il y ait autant d'entrées que de sorties dans le département. Cette règle ne s'applique pas pour les enseignants du secondaire. Chaque académie détermine pour chaque matière les postes qui seront vacants à la rentrée suivante. Les professeurs sont mutés dans l'académie selon des règles précises (classement, barème par points). Tous les enseignants ont le droit d'y participer mais ne sont pas forcés de faire des vœux de mutation. Cette phase concerne les enseignants voulant changer d'académie. Seuls les professeurs stagiaires ont l'obligation de faire des vœux de mutation. La saisie de ces derniers se fait par le

biais de l'informatique.<sup>5</sup>

La deuxième phase des mutations est intitulée, la phase intra-académique.<sup>6</sup> Elle permet aux enseignants d'être affectés sur les postes vacants de l'académie. Elles sont décidées par le recteur d'académie, après avis de la commission administrative paritaire académique. Ces mutations reposent sur le même système que les mutations inter-académiques. <sup>7</sup> L'enseignant ayant le plus de points étant affecté sur le voeu qu'il a formulé. Ces points sont attribués selon plusieurs critères, tels que l'ancienneté, les enseignants effectuant des remplacements.... Une fois que le recteur d'académie et les CAPA (commissions administratives paritaires) ont établi le tableau des fonctionnaires mutés, les nominations sont prononcées à titre définitif sur un poste ou une zone de remplacement. . Il est à noter que les mutations permettent la mobilité géographique des enseignants chaque année, elle est plus aisée pour les enseignants bénéficiant de plus d'ancienneté

---

<sup>5</sup><http://www.education.gouv.fr/pid62/mutation-des-personnels-enseignants-du-second-degre-siam-phase-interacademique.html>

<sup>6</sup>[http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/p1\\_9997/mouvement-intra-academique-2013-des-enseignants-cop-et-cpe](http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/p1_9997/mouvement-intra-academique-2013-des-enseignants-cop-et-cpe)

<sup>7</sup>[http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/p1\\_9997/mouvement-intra-academique-2013-des-enseignants-cop-et-cpe](http://www.ac-versailles.fr/public/jcms/p1_9997/mouvement-intra-academique-2013-des-enseignants-cop-et-cpe)

(donc de plus de points) que pour les jeunes enseignants. Enfin cette mobilité est plus facile dans certaines académies que d'autres. Ainsi la mobilité vers l'académie de Créteil et Versailles est très facile, puisque très « demandeuses » en enseignants (elles accueillent chaque année plus de la moitié des enseignants néo-titulaires)....

### **B) Les priorités de mutation**

Il existe toutefois quelque cas qui permettent au fonctionnaire de renforcer son droit à la mobilité géographique, par des priorités de mutation. Ces priorités sont définies par les **articles 62 et 63 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984.**

**Article 62 Modifié par loi n°2009-972 du 3août 2009-  
art 2.**

*Si les possibilités de mutation sont insuffisantes dans leurs corps, les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles, les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils*

*sont liés par un pacte civil de solidarité et les fonctionnaires handicapés .....*

### **Article 63**

*Lorsque les fonctionnaires sont reconnus, par suite d'altération de leur état physique, inaptes à l'exercice de leurs fonctions, le poste de travail auquel ils sont affectés est adapté à leur état physique. Lorsque l'adaptation du poste de travail n'est pas possible, ces fonctionnaires peuvent être reclassés dans des emplois d'un autre corps s'ils ont été déclarés en mesure de remplir les fonctions correspondantes. En vue de permettre ce reclassement, l'accès à des corps d'un niveau supérieur, équivalent ou inférieur est ouvert aux intéressés, quelle que soit la position dans laquelle ils se trouvent, selon les modalités retenues par les statuts particuliers de ces corps, en exécution de l'article 26 ci-dessus et nonobstant les limites d'âge supérieures, s'ils remplissent les conditions d'ancienneté fixées par ces statuts. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles le reclassement, qui est subordonné à la présentation d'une demande par l'intéressé, peut intervenir. Il peut être procédé*

*au reclassement des fonctionnaires mentionnés à l'alinéa premier du présent article par la voie du détachement dans un corps de niveau équivalent ou inférieur. Dès qu'il s'est écoulé une période d'un an, les fonctionnaires détachés dans ces conditions peuvent demander leur intégration dans le corps de détachement.*

De plus, comme l'énoncent ces deux articles, les priorités de mutation sont au nombre de trois. Elles permettent à l'enseignant qui s'en prévaut, d'obtenir sa mutation, si elles sont compatibles avec le bon fonctionnement du service.

Ces priorités de mutation sont les suivantes:<sup>8</sup>

- L'article 62 énonce donc le rapprochement des fonctionnaires séparés de leur conjoint ou de leur partenaire pour des raisons professionnelles. Cette priorité est accordée à l'enseignant si le conjoint réside dans un autre département ou une autre académie. Le fonctionnaire doit fournir un certificat de son conjoint. Le but est de justifier un long CDD ou un CDI. Un emploi saisonnier ne permet pas le rapprochement de conjoint. Si le conjoint de

---

<sup>8</sup>Piau (L.), *Le guide juridique des enseignants*, Paris, ESF éditeur, 2013, page 143.